



Conseil économique et social

Distr. générale
7 juillet 2005
Français
Original: anglais

Session de fond de 2005

New York, 29 juin-27 juillet 2005

Point 1 de l'ordre du jour

Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

Nomination de 24 experts au Comité de l'administration publique

Note du Secrétaire général

En application de la résolution 2001/45 du Conseil économique et social, en date du 20 décembre 2001, le Conseil doit examiner les candidatures de 24 experts nommés par le Secrétaire général, qui siégeront à titre personnel pour un mandat de quatre ans commençant le 1^{er} janvier 2006 et expirant le 31 décembre 2009. On trouvera ci-après des informations biographiques sur les 24 candidats nommés par le Secrétaire général.

1. M. Peter Anyang' Nyong'o (Kenya)

En 1992, M. Anyang' Nyong'o est devenu Ministre de la planification et du développement national du Kenya. Il est spécialiste des politiques socioéconomiques et des politiques favorables aux pauvres. Il a été député de la circonscription de Kisumu Rural de 1992 à 1997 et il a été réélu pour un nouveau mandat (2003-2007). De 1994 à 1996, M. Anyang' Nyong'o a présidé le Comité des investissements publics. Auparavant, il avait été membre du Conseil d'administration de l'Institut Nelson Mandela pour le renforcement des compétences et la promotion de la science et de la technologie. Ses contributions à la recherche et à la démocratisation lui ont valu de recevoir en 1995 le prix Allemagne-Afrique. Cette année, la Kenyan American Professional Association et Career Nation lui ont décerné le « Brain Gain Award » pour sa contribution à la lutte contre l'exode des cerveaux depuis l'Afrique. Entre 1987 et 1991, il a dirigé les programmes de l'Académie africaine des sciences.

2. M. Ousmane Batoko (Bénin)

M. Batoko est actuellement l'Administrateur civil du Gouvernement béninois et il est spécialisé dans l'administration et la gestion publiques ainsi que dans



l'aménagement des collectivités territoriales. Il était auparavant Ministre de la fonction publique. Il a acquis une vaste expérience dans les domaines de la réforme administrative, de la direction du secteur public africain, du développement local et régional, de la décentralisation, de la participation de la société civile et du développement des collectivités. Il a également une certaine expérience en matière de démocratisation et de démocratie. Il a été expert et consultant auprès de diverses institutions locales et internationales, notamment l'Organisation internationale de la Francophonie (Paris), le Partenariat pour le développement municipal (Cotonou, Bénin), le Club du Sahel (Paris), l'Observatoire des fonctions publiques africaines (OFPA), le Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD) (Tanger, Maroc), et le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU (New York). M. Batoko a présidé la Commission nationale de la réforme administrative au Bénin entre 1998 et 2003.

3. M^{me} Marie-Françoise Bechtel (France)

M^{me} Bechtel est actuellement membre du Comité d'experts de l'administration publique. En 2002, elle est devenue Conseillère d'État, et à ce titre elle a notamment été chargée de faire exécuter les jugements rendus dans des affaires de droit public ou des différends administratifs (au plus haut niveau). Pour le Gouvernement, elle a mené des consultations en vue de l'élaboration de lois et de règlements (ayant trait à la justice, aux institutions, à l'éducation, aux affaires intérieures et à la décentralisation, ainsi qu'à la réglementation sur les médias). D'octobre 2003 à juin 2004, elle a également été membre et Vice-Présidente du jury désigné pour sélectionner les professeurs d'université (au plus haut niveau) chargés d'enseigner le droit administratif, constitutionnel, fiscal et européen. De septembre 2000 à décembre 2002, elle a dirigé l'École nationale d'administration (ENA). Elle a participé à l'examen de la fonction publique française effectué en 2003 (Cahiers de la fonction publique), à la réforme de l'ENA menée en 2004 ainsi qu'à la sélection et à l'évaluation d'un régime de rémunération au mérite pour la fonction publique. Elle est l'auteur d'un ouvrage qui paraîtra à la fin de l'année 2005, portant sur la réforme et la gouvernance en France et dans le reste du monde.

4. M. Rachid Benmokhtar Benabdellah (Maroc)

M. Benabdellah est actuellement membre du Comité d'experts de la fonction publique. En juin 1998, il a été nommé Président de l'Université Al Akhawayn par le défunt Roi Hassan II. Il a été Ministre de l'éducation de 1995 à 1998. M. Benabdellah a reçu la médaille Albert Einstein de l'éducation et de la paix, est chevalier de l'Ordre Ouissam Alaouite et officier de la Légion d'honneur de la République française. Il préside actuellement la Fondation marocaine pour la nature et l'homme et est membre du Conseil consultatif de l'Institut de la Banque mondiale, du Conseil d'administration de Maroc-Telecom, du Groupe consultatif chargé du premier rapport sur le développement humain dans la région arabe du Programme des Nations Unies pour le développement, et du Conseil d'administration de Holcim.

5. M^{me} Emilia Boncodin (Philippines)

M^{me} Boncodin est actuellement Secrétaire d'État au budget et à la gestion des Philippines. Depuis 1978, elle travaille au Ministère du budget et de la gestion, où elle a occupé les postes ci-après : directrice, directrice adjointe, spécialiste en chef de la planification budgétaire, spécialiste principale de la planification budgétaire, spécialiste de la planification budgétaire, secrétaire adjointe (1989-1991), sous-secrétaire et chef de cabinet (1991-1998) et secrétaire (1998). Elle a également exercé comme consultante et conseillère auprès d'établissements privés et d'institutions publiques, et elle a été conférencière dans divers établissements, notamment l'Université et le Lycée des Philippines. Elle a reçu de nombreuses distinctions et diplômes attestant sa diligence et son savoir-faire technique : meilleure employée des services techniques (1978) et meilleur Chef de division (1981). Elle s'est également vu décerner le prix de la meilleure étudiante du College of Business Administration de l'Université des Philippines (1992) et surtout, elle a fait partie des personnes distinguées par le prix Outstanding Women in Nation's Service (1995). Enfin, elle a reçu en 1996 la bourse Dwight Eisenhower pour les Philippines.

6. M^{me} Jocelyne Bourgon (Canada)

M^{me} Bourgon est actuellement membre du Comité d'experts de l'administration publique. Outre son poste d'Ambassadrice à la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), elle est Présidente honoraire du Centre canadien de gestion. En 1989, elle a été promue au poste de sous-ministre. De 1989 à 1994, elle a été successivement Sous-Ministre de la consommation et des affaires commerciales, Secrétaire du Cabinet pour le Bureau des relations fédérales-provinciales, Présidente de l'Agence canadienne de développement international et Sous-Ministre des transports. En 1994, elle a été nommée greffier du Conseil privé et Secrétaire du Cabinet, devenant ainsi la première femme à remplir ces fonctions. Elle a occupé le poste de greffier du Conseil privé, Secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique du Canada de 1994 à 1999. En décembre 1998, M^{me} Bourgon a été invitée au Conseil privé de la Reine pour le Canada en reconnaissance de toutes les années qu'elle avait consacrées au service de son pays. Elle fait partie de plusieurs conseils d'administration, notamment celui de la Commonwealth Association for Public Administration and Management (CAPAM), du Civil Service College de Singapour, du Conseil de l'unité canadienne, de l'Institut de cardiologie (Université d'Ottawa), du Conseil national sur le leadership, du Forum des fédérations, du Public Executive Program (Université Queen's), de l'Université d'Ottawa, et de l'Opéra Lyra Ottawa.

7. M. Luiz Carlos Bresser-Pereira (Brésil)

M. Bresser-Pereira est actuellement membre du Comité d'experts de l'administration publique. Il est professeur d'économie politique à la Fondation Getúlio Vargas de São Paulo (depuis 1959), Président du Centre d'économie politique et éditeur du *Brazilian Journal of Political Economy* (trimestriel) (depuis 1980), Président du Conseil scientifique du Centre latino-américain d'administration pour le développement (depuis 1998), et assistant du Président Fernando Henrique

Cardoso pour les affaires internationales liées à la démocratie sociale et à la gouvernance progressive (depuis août 1999). Il a été professeur honoraire à l'Université de Buenos Aires (1996), professeur invité à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris (janvier-février 1990 et septembre-octobre 1993), et professeur invité à l'Institut du développement économique et social de Paris I (Sorbonne) (septembre 1977-février 1978). Il a été Ministre de la science et de la technologie (janvier-juillet 1999) et Ministre de l'administration fédérale et de la réforme de l'État (1995-1998) dans le gouvernement Cardoso, après avoir été Ministre des finances du gouvernement Sarney (29 avril-18 décembre 1987).

8. M. Mario P. Chiti (Italie)

Depuis 1994, M. Chiti occupe une chaire de professeur de droit administratif à l'Université de Florence (Italie). Il y dirige le cours spécialisé portant sur les études européennes et il enseigne le droit administratif européen (en tant que titulaire de la chaire Jean Monnet). Il préside l'Institut italien des sciences administratives (2004-2008). De 1994 à 2004, il a été membre du Comité exécutif et Vice-Président du Comité scientifique de l'Institut international des sciences administratives (IISA). Il a enseigné à l'Université de Pise, à celle de Cagliari et à celle de Florence. Il a été professeur invité et conférencier dans de nombreuses universités en Europe (Londres, Oslo, Madrid, Paris II, Berlin, Munich, Utrecht, notamment) et dans le reste du monde (Chine, Inde, Argentine ou encore Mexique). M. Chiti est conseiller auprès de nombreux ministères, régions et administrations locales. Depuis 1993, il est membre de l'Institut italien de statistique. Il s'intéresse en premier lieu aux principes généraux du droit administratif (procédure, examen judiciaire, entre autres) et à l'élaboration du droit administratif européen. Il est aussi avocat auprès de la Cour suprême, où il s'occupe principalement de droit public et de droit européen.

9. M. Mikhail Dmitriev (Russie)

M. Dmitriev est actuellement Directeur de recherche au Centre de recherche stratégique. Auparavant, il a été Premier Vice-Ministre du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie (2000-2004) et il s'occupait expressément de la réforme de la fonction publique et de l'administration publique, des réformes réglementaires, de la politique sociale, de la réforme des retraites, de la santé, de l'éducation et du droit du travail. De 1997 à 1998, il a également été Premier Vice-Ministre du travail et du développement social. Il a été chercheur au Carnegie Moscow Centre de la Dotation Carnegie pour la paix internationale (1998-2000), et il s'est spécialisé dans les domaines de la réforme de la fonction publique, de la politique sociale, de la réforme des retraites, du secteur financier et des politiques macroéconomiques et budgétaires. Il est également membre du Conseil d'administration de la Nouvelle école économique (Moscou), de l'Institut indépendant de politique sociale (Moscou) et du Bureau d'analyse économique (Moscou).

10. M^{me} Geraldine Fraser-Moleketi (Afrique du Sud)

M^{me} Fraser-Moleketi est actuellement membre du Comité d'experts de l'administration publique. Elle est Ministre de la fonction publique et de l'administration (depuis juin 1999). Auparavant, elle a été Ministre des affaires sociales et du développement de la population (1996-1999), Vice-Ministre des affaires sociales et du développement de la population (1995-1996) et Coordinatrice adjointe à la Commission électorale nationale de l'African National Congress (1993-1994). Elle est députée depuis 1994. Elle est membre du Comité exécutif national de l'African National Congress et du Conseil de l'Association du Commonwealth pour l'administration et la gestion des affaires publiques, et elle préside le Comité de l'innovation de cette association. Elle a reçu une bourse d'étude de la Kennedy School of Government de l'Institute of Politics de l'Université de Harvard pour des études axées sur l'analyse des politiques et l'examen des aspects comparatifs des constitutions nationales.

11. M. Edgar Alfonso González Salas (Colombie)

M. González est un administrateur spécialisé en finances publiques. Il est en outre professeur d'économie et spécialiste des systèmes axés sur l'éducation. Depuis 20 ans, il étudie les questions économiques, le secteur public et l'élaboration des politiques publiques, et il analyse divers sujets relevant de la compétence de l'État. Il a acquis une expérience internationale en matière de formulation de politiques publiques, en particulier en Colombie, au Nicaragua, au Venezuela et en République dominicaine. Il a 21 ans d'expérience en tant qu'enseignant dans diverses universités publiques et privées, 15 ans en tant que consultant spécialiste des différents programmes internationaux de développement et 15 ans en tant que coordonnateur de divers programmes gouvernementaux. Il est aussi conseiller auprès de l'Assemblée nationale constituante sur les questions de fiscalité territoriale. Il a été conseiller auprès du Ministère de la santé, Vice-Ministre de la santé, Secrétaire général du Ministère de la santé, Commissaire national de la santé, Directeur du Département administratif de la fonction publique et Directeur technique en charge de plusieurs ajustements institutionnels. Il est spécialiste de thèmes sociaux tels que la famille, l'enfance, l'éducation, la santé, les groupes vulnérables et la décentralisation. Il a publié plusieurs ouvrages et essais sur les politiques publiques, les partenariats politiques, les finances publiques et l'administration nationale.

12. M. Werner Jann (Allemagne)

M. Jann est membre du Comité d'experts de l'administration publique. Il est titulaire de la chaire de sciences politiques, d'administration et d'organisation à l'Université de Postdam (Allemagne). Il a étudié les sciences politiques, les mathématiques et l'économie à l'Université libre de Berlin, où il a obtenu en 1976 un diplôme en sciences politiques, et à l'Université d'Édimbourg. Il a été, entre autres, chargé de recherche et maître de conférence à l'École supérieure des sciences administratives Speyer (doctorat en sciences politiques, 1982). Il a également été expert auprès du Congrès et assistant juridique à la Chambre des Représentants (Washington), chargé de recherche à l'Université de Californie (Berkeley, sciences

politiques et administratives, 1989) et fonctionnaire (directeur du groupe de réflexion Denkfabrik) au Cabinet du Premier Ministre à Kiel (1989-1993). Il a publié des ouvrages dans les domaines suivants : politiques publiques comparées, administration, culture administrative, modernisation du secteur public et gouvernance publique. Il a siégé dans un certain nombre de commissions publiques et est membre du comité directeur de l'Institut international de sciences administratives (ITSA) de Bruxelles. Il a présidé le Groupe européen d'administration publique.

13. M. Taher Kannan (Jordanie)

M. Kannan est depuis juin 2004 vice-président du Conseil supérieur des sciences et des techniques à Amman et directeur exécutif du Centre jordanien de recherche et de dialogue en matière de politiques gouvernementales. Il a été Vice-Premier Ministre, Ministre d'État pour les questions de développement et a dirigé la cellule économique du cabinet ministériel d'août 1989 à mars 1999. Il a été Ministre de la planification d'avril 1986 à avril 1989 et membre du Conseil de l'éducation supérieure jordanien. Il a représenté la Jordanie au Conseil des Gouverneurs de la Banque mondiale et au Conseil des Gouverneurs du Fonds arabe de développement économique et social de 1986 à 1989. Il a siégé au Comité des politiques de développement (Comité de la planification du développement) de 1996 à 2000 et fait actuellement partie de l'équipe consultative du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) chargée des rapports sur le développement humain pour les pays arabes.

14. M. Pan Suk Kim (République de Corée)

M. Kim est secrétaire auprès du Président pour la politique du personnel au cabinet du Président de la République de Corée depuis la fin de 2003. Il a acquis une vaste expérience des affaires publiques en sa qualité de membre de la très influente Commission de la réforme de l'administration et de la Commission présidentielle des innovations dans l'administration centrale. Il a été membre du Comité consultatif sur les politiques du Ministère des affaires étrangères et du commerce, du Ministère chargé de l'administration centrale et des affaires intérieures, de la Commission de la fonction publique et de plusieurs autres organes et comités consultatifs. Il siège actuellement au comité de rédaction de plusieurs revues internationales de renom telles que la *Public Administration Review* et la *Public Management Review*. Il a été rédacteur en chef de la *Korean Policy Studies Review* et de l'*International Review of Public Administration* et président de l'Association coréenne d'administration du personnel.

15. M^{me} Barbara Kudrycka (Pologne)

M^{me} Kudrycka est membre du Comité d'experts de l'administration publique. Elle est recteur de l'École d'administration publique de Bialystok et professeur à l'École de droit de l'Université de Bialystok (Pologne). Elle est députée au Parlement européen. Elle est titulaire d'un doctorat (1985) et d'un diplôme d'habilitation (*venia legendi*) (1995) en droit administratif et en administration

publique (École de droit et d'administration de l'Université de Varsovie). Elle est membre du Comité directeur du Réseau des instituts et écoles d'administration publique en Europe centrale et orientale et Vice-Présidente de l'Association polonaise d'enseignement en matière d'administration publique. Le British Council et l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), lui ont décerné des prix. Elle a présidé la commission spéciale chargée d'élaborer le code de déontologie de la fonction publique polonaise et a été rapporteur pour l'atelier III du vingt-cinquième Congrès international des sciences administratives, (Institut international des sciences administratives) dont le thème portait sur « La situation du fonctionnaire : nouveaux concepts et nouveaux défis ».

16. M. Florin Lupescu (Roumanie)

M. Lupescu est Conseiller et Directeur des affaires européennes auprès du Gouvernement roumain. Il a été Conseiller d'État pour les affaires euroatlantiques au Bureau du Vice-Premier Ministre chargé de la coordination des affaires européennes (mai 2004-janvier 2005), Conseiller d'État sur les affaires européennes et l'OTAN auprès du Président de la République roumaine (janvier 2001-mai 2004), consultant sur la Convention sur l'avenir de l'Europe (2002-2003), Conseiller et Directeur au Ministère des affaires étrangères (2000-2001) et Directeur du Département pour l'intégration européenne (1997-2000). Il est actuellement Directeur national du projet du PNUD consacré au renforcement des capacités institutionnelles de l'administration centrale en Roumanie. M. Lupescu est professeur invité au Centre international de recherche eurorégionale (Université d'Oradea) et au Département de relations internationales et d'études européennes de l'Université de Bucarest.

17. M. Anthony Makrydemetres (Grèce)

M. Makrydemetres enseigne les sciences administratives au Département de sciences politiques et d'administration publique (Université d'Athènes) depuis 1998. Il est conseiller spécial auprès du Premier Ministre sur les questions d'administration publique depuis 2004 et a exercé des fonctions analogues auprès du Secrétaire d'État à l'administration publique de 1990 à 1991. Il a été Directeur de l'Institut de formation et de perfectionnement continu (Centre national d'administration publique) de 1986 à 1988, membre de la Commission de la réforme de l'administration publique et coauteur avec M. Anastopoulos du rapport final de la Commission (1989-1990), membre du Conseil d'administration de l'Institut hellène de sciences administratives (depuis 1990) et représentant du Gouvernement grec à la reprise de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'administration publique et le développement (avril 1996).

18. M. Jose Oscar Monteiro (Mozambique)

M. Monteiro est membre du Comité d'experts de l'administration publique. Diplômé en droit, il est titulaire d'une maîtrise en études africaines de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) et a été conférencier à la Faculté de droit de l'Université Eduardo Mondlane. Il a institué le diplôme en gestion publique de cette

même université et est actuellement professeur associé à la Graduate School of Public and Development Management de la faculté de droit commercial et de gestion de l'Université de Witwatersrand (Johannesburg). M. Monteiro exerce des fonctions de conseiller aux Ministères de l'administration publique, de l'enseignement supérieur et de la science et de la technique, ainsi qu'auprès du groupe chargé de la réforme de la fonction publique, et préside actuellement le Comité chargé du système de formation de l'enseignement supérieur pour les fonctionnaires du Mozambique. Il a été le Conseiller spécial du Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies durant le processus de paix au Mozambique et a présidé le Comité directeur chargé de l'établissement des deux premiers rapports nationaux sur le développement humain au Mozambique (1999 et 2000) et le Comité directeur chargé de l'établissement du premier rapport du PNUD sur la région de l'Afrique australe (2000-2001).

19. M. Siripurapu Kesava Rao (Inde)

M. Rao est directeur de l'Administrative Staff College of India (ASCI), institut de formation continue ouvert aux administrateurs et gestionnaires des secteurs public et privé. Il a été conseiller pour les questions économiques au Ministère du commerce à New Delhi. Il a travaillé de 1978 à 2001 à divers postes diplomatiques à la Division des affaires économiques, au Secrétariat du Commonwealth à Londres, puis comme Directeur de la Division de la planification et de l'évaluation stratégiques, cellule de réflexion du Secrétariat. De 1993 à 2000, il a été membre du Comité de la gestion (présidé par le Secrétaire général du Commonwealth), organe chargé de la gestion du Secrétariat.

20. M. Dennis Rondinelli (États-Unis d'Amérique)

M. Rondinelli est membre du Comité d'experts de l'administration publique. Il est professeur international émérite de gestion (dotation Glaxo) à la Kenan-Flagler Business School (Université de Caroline du Nord). Auparavant, il a été maître de recherche et analyste principal des politiques à l'Office of International Programs du Research Triangle Institute. Il a également enseigné à la Maxwell School of Citizenship and Public Affairs (Université de Syracuse, New York) et exercé des fonctions administratives à la Graduate School of Management de l'Université Vanderbilt et de l'Université du Wisconsin (Milwaukee). Il a été maître de recherche au Technology and Development Institute du East-West Center à Honolulu et a par ailleurs occupé des postes de conseiller, de consultant et d'expert au Département d'État (Agency for International Development), à la Banque mondiale, à la Banque asiatique de développement, à l'Agence canadienne de développement international, au Bureau international du Travail, au Programme des Nations Unies pour le développement et auprès de sociétés privées.

21. M. Prijono Tjiptoherijanto (Indonésie)

M. Tjiptoherijanto enseigne à la Faculté d'économie de l'Université d'Indonésie. Il a exercé les fonctions de secrétaire auprès du Vice-Président de l'Indonésie en tant que spécialiste de l'administration publique et des services

publics de 2002 à 2005. Il a été l'assistant du Secrétaire d'État aux affaires de l'État (mars 1999-avril 2000) et vice-coordonnateur de l'Agence de coordination du programme de formation internationale pour la planification familiale au niveau national. Il a été membre du Conseil national de recherche sur les salaires, du Conseil sur la productivité nationale, de la Commission nationale chargée des établissements humains, de la délégation indonésienne à la conférence ministérielle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur le développement rural et de l'équipe technique chargée de renforcer le programme de lutte contre la pauvreté de l'ASEAN.

22. M. Luis Aguilar Villanueva (Mexique)

M. Villanueva est directeur général de Gerencia Pública, cabinet de consultants spécialisé dans les services aux pouvoirs publics dans les domaines de la gestion stratégique, de la gestion de la qualité et de l'organisation, depuis 1992 et est professeur d'administration publique à l'Université autonome métropolitaine. Il est titulaire d'un doctorat en philosophie, mention philosophie des systèmes politiques (1973), et est membre du « Système national de recherche » (SNI) dans les domaines des pouvoirs publics et de l'administration publique. Il donne des cours sur des sujets concernant l'analyse des politiques et la gestion des affaires publiques à Mexico et à l'étranger. Il a été Vice-Ministre du développement politique (1994-1995) et directeur de cabinet du Ministre de l'intérieur (1996-1997). Il a siégé au conseil d'administration de l'Institut national d'administration publique (1993-1997) et a été le premier président de l'Institut mexicain d'analyse des politiques gouvernementales. Il a siégé dans plusieurs conseils d'associations civiles et comités de rédaction.

23. M^{me} Gwendoline Williams (Trinité-et-Tobago)

M^{me} Williams a travaillé à tous les échelons du système éducatif dans les Caraïbes. À compter de 1978, elle a formé des enseignants des cycles secondaire et supérieur et a été conférencière et directrice du Département des études de gestion et doyenne adjointe de la Faculté de sciences sociales et d'études de gestion. Elle fait partie du corps enseignant de l'Institut de commerce de l'Université des Indes occidentales (programme de maîtrise en administration des entreprises consacré à l'encadrement et au commerce international et programme de maîtrise en gestion des ressources humaines). Elle enseigne également à la Walden Distance University (États-Unis d'Amérique). M^{me} Williams est spécialiste de la formation aux techniques de gestion dans les secteurs public et privé et dans le milieu associatif et s'intéresse tout particulièrement au renforcement des capacités dans les domaines de la gestion et de l'organisation, de la gestion du changement, de la gestion des ressources humaines et de l'autonomisation des femmes et des jeunes. Elle a été membre de plusieurs équipes consultatives pour des organisations régionales et internationales, telles que le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes, le Réseau d'innovations éducatives pour le développement des Caraïbes, le Secrétariat du Commonwealth, l'Association des universités du Commonwealth, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et le British Council (Ministère du développement international).

24. M. Wang Xiaochu (Chine)

M. Xiaochu est membre du Comité d'experts de l'administration publique. Il est Vice-Ministre du personnel et est membre du Conseil de la Société chinoise d'administration publique. De 1996 à 2003, il a exercé successivement les fonctions de Directeur général adjoint, Directeur général par intérim et Directeur général du Département d'échanges et de coopération internationaux (Ministère du personnel). Il a été directeur exécutif du comité préparatoire de la troisième Conférence internationale sur les sciences administratives coparrainée par le Gouvernement chinois et l'Institut international des sciences administratives à Beijing en 1996. De 1998 à 2000, il a coordonné les activités du groupe de travail sur la mise en valeur des ressources humaines de l'Association de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Il a organisé et présidé les 19^e, 20^e, 21^e et 22^e réunions du groupe et coprésidé les comités préparatoires de la troisième (Washington, 1998) et quatrième (Kumamoto, Japon, 2000) réunions ministérielles de l'APEC sur la mise en valeur des ressources humaines. Il a été directeur exécutif du comité préparatoire de la réunion de haut niveau de l'APEC sur le renforcement des capacités (Beijing, 2001). De 1993 à 1996, il a exercé les fonctions de conseiller à la Mission permanente de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Il a été membre de la délégation chinoise aux quarante-septième, quarante-huitième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et a représenté la Chine à la Cinquième Commission.
